

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE

1176 avenue Aristide Briand
38220 Vizille

Références 2026-Is024TS2
Code AIOT : 0006103265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2026 dans l'établissement VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE implanté 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, sur les thématiques PFAS (suites de l'inspection du 20 septembre 2025) et sur la collecte des effluents liquides.

La thématique PFAS a pour but de sensibiliser l'exploitant aux enjeux liés au PFAS, d'engager l'exploitant dans une démarche active de suppression/réduction des émissions de PFAS, de contrôler la mise en œuvre des actions et enfin de surveiller l'atteinte des objectifs.

La deuxième thématique de l'inspection aborde la suite donnée à la réalisation d'un bilan hydrique effectué par l'agence de l'eau en septembre 2025. Ce bilan a révélé des écarts entre l'eau consommée (eau souterraine et eau du réseau public) et le volume rejeté en sortie de station d'épuration.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE
- 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille
- Code AIOT : 0006103265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site des Papeteries de Vizille est autorisé à exploiter d'une part une machine de production de papiers («zone papeterie»), destinée essentiellement à des usages spéciaux (papier de sécurité, papier cuisson, papier ingraissable pour emballage alimentaire, bandes à joint, etc), et d'autre part une activité de production de sacs («zone sacherie») destinée aux matériaux de construction, à l'agroalimentaire, aux minéraux et à la chimie (dont sacs de ciment destinés à la société VICAT) sur 2 lignes de production entièrement automatisées. Elle emploie 175 salariés.

Le site comporte également :

- une chaufferie, composée d'une chaudière biomasse et d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel, opérées par ENGIE SOLUTIONS (contrat renégocié en 2025),
- et une station de traitement des effluents industriels gérée par l'exploitant Vicat.

Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés par l'arrêté préfectoral n°2012208-0030 du 26 juillet 2012 (chaudières) et n°DDPP-DREAL UD 38-UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED, rubrique n°3610 - b Fabrication, dans des installations industrielles, de : b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour).

L'exploitant a déposé le 14 mars 2025 un dossier concernant le projet d'extension de l'activité « sacherie » avec l'installation de panneaux solaires en toiture. L'exploitant prévoit la modernisation des installations en prévision de l'augmentation du volume de production de sacs à horizon 2028 à 90 millions de sacs. La capacité actuelle est d'environ 65 millions de sacs.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire suite à l'instruction de ce dossier a été transmis à l'exploitant le 13/02/2026 pour le contradictoire.

Il a été proposé dans le projet d'arrêté de réglementer les consommations en eau pour l'usage industriel. L'eau utilisée pour la consommation industrielle est prélevée exclusivement dans la nappe d'eau souterraine.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS (suite inspection 2025)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Cohérence de la liste de PFAS et des analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Mesures d'investigation - PFAS (suite inspection 2025)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures de suppression/réduction – PFAS (suite inspection 2025)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures de surveillance – PFAS (suite inspection 2025)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 ; Arrêté Ministériel du 20/06/2023 article 3-3° :	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets de l'établissement et collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 19/02/1999, article 2.3.1 ; 2.3.2.5;2.3.2.6	Demande d'action corrective	De 3 mois à 6 mois
7	Méthode d'échantillonnage - rejet des effluents liquides	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a supprimé la résine fluorée de sa production depuis fin 2024 et les rebuts de fabrication pouvant contenir encore des PFAS depuis fin 2025.

Les analyses prévues au premier trimestre 2026 devraient permettre de vérifier la diminution des rejets en PFAS mesurés en 2025, notamment du PFBA et du PFHxA.

L'exploitant doit mettre à jour son plan d'action, compléter ses vérifications auprès des fournisseurs et poursuivre une surveillance de ses rejets. Il doit aussi gagner en rigueur dans sa saisie GIDAF.

Concernant les autres points contrôlés, notamment sur des résurgences d'eau de source sous la machine à papier, qui transitent via la STEP du site, l'exploitant n'avait pas déclaré sous GIDAF ce volume additionné au volume des eaux de process traitées. Il est demandé à l'exploitant une correction de GIDAF des trois dernières années.

Par ailleurs, le volume total rejeté par la STEP ne respecte pas les valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2019, l'exploitant doit proposer un plan d'actions avec échéances afin de revenir à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS (suites d'inspection du 10/09/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : <u>Rappel constat 2025 :</u> <i>Lors de l'inspection du 10 septembre 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter la liste des substances PFAS utilisées dans l'établissement au motif que le produit contenant des PFAS (résine fluorée) avait été arrêté le 23 décembre 2024.</i> <i>Le produit utilisé contenant des PFAS était utilisé pour la fabrication de sacs alimentaires (barrière alimentaire contre le gras).</i> <i>L'inspection demandait à l'exploitant de :</i> <ul style="list-style-type: none">- ré-interroger les fournisseurs sur les dernières évaluations de leur chaîne d'approvisionnement de produits concernant la présence de PFAS.- consulter les fiches de données de sécurité afin de vérifier si les substances répondent à la définition de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié). <i>Le cas échéant, l'exploitant devait mettre à jour la liste des substances PFAS utilisées.</i> <ul style="list-style-type: none">- rechercher et identifier les substances PFAS produites par dégradations (ce point est examiné au point de constat n°2 du présent rapport). <u>Constats 2026 :</u> L'exploitant déclare le 24 février 2026 ne pas avoir retrouvé de substances PFAS dans toutes les fiches de données de sécurité) FDS des produits actuellement utilisés . L'exploitant a ré-interrogé les différents fournisseurs de produits ou matériaux susceptibles d'être à l'origine de la présence de PFAS ou d'AOF dans les rejets, il est dans l'attente de leur retour. L'exploitant ne présente toujours pas la liste des substances qui ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il déclare dans son plan d'action l'arrêt du produit utilisé dans le process (résines fluorées) le 17 décembre 2024. La date de début d'utilisation de ce produit n'est pas mentionnée. Toutes les substances doivent être également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. L'exploitant peut remonter sur une période de 5 ans. Pour rappel, le dossier de réexamen de 2015 lié à la directive IED, mentionne trois produits dont la matière active est basée sur la chimie des per et polyfluorés (un seul des trois produit est mentionné par l'exploitant dans son plan d'actions). L'exploitant doit préciser les dates d'utilisation de ces produits et les substances PFAS concernées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'Action Corrective (DAC n°1): Transmettre à l'inspection la liste des substances qui ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elles doivent être également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. L'exploitant peut remonter sur un délai de 5 ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Cohérence de la liste de PFAS et des analyses (suites d'inspection du 10/09/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche de l'ensemble des PFAS mesurables identifiés par l'exploitant
Prescription contrôlée : « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejet aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des <u>mousses d'extinction d'incendie</u> en quantité significative sont également concernés par cette campagne, <u>ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS de manière plus générale.</u> Cette campagne porte sur : [...] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. »
Constats : <u>Rappel constat 2025 :</u> <i>Lors de l'inspection du 10 septembre 2025, il a été constaté que l'exploitant avait réalisé trois campagnes d'analyses sur ses rejets aqueux sur l'année 2025, sur 20 PFAS pour la première campagne, puis sur les 28 PFAS pour les deux campagnes suivantes.</i> <i>L'inspection demandait à l'exploitant de rechercher et identifier les substances PFAS produites par dégradations.</i> <u>Constats 2026 :</u> L'exploitant a identifié dans son plan d'actions que certains lubrifiants, additifs antifriction ou tensio-actifs contiennent des fluoropolymères, considérés comme inertes chimiquement, mais susceptibles de libérer des PFAS lors de leur dégradation. Par ailleurs, certains équipements comme les habillages de machine à papier, les pompes, les vannes, les joints, les tuyaux... peuvent contenir des PFAS qui leur confèrent des propriétés résistantes aux milieux corrosifs, à la température et/ou à la pression. D'autres utilisations sont abordées par l'inspection: - L'exploitant déclare que des <u>émulseurs incendie</u> sont utilisés uniquement via les extincteurs incendie. L'exploitant déclare dans son plan d'actions que les extincteurs commercialisés depuis 2025 sont des extincteurs à eau avec additifs sans fluor. Pour le reste du parc, il est prévu le changement des extincteurs en 2026.

<p>L'exploitant n'a pas identifié si les mousses anti-incendie, non renouvelées récemment, encore sur site contiennent des PFAS. La liste des PFAS contenus dans les mousses anti-incendie n'est généralement pas indiquée sur les fiches de données de sécurité du produit. Le cas échéant, l'exploitant devra procéder au remplacement avec des émulseurs sans PFAS.</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucune extinction à partir d'eau additivée n'a été mise en œuvre sur les installations par le passé. Les exercices incendie sont réalisés avec des extincteurs contenant de l'eau, et le dernier incendie sur une cuve de la STEP en 2025 a été éteint à la lance à eau.</p> <p>Pour rappel, il existe des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).</p> <p>Certaines mousses anti-incendie contenant des PFAS ne peuvent plus être utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis le 4 juillet 2025, pour les mousses contenant des PFCA en C9-C14, • Depuis le 3 décembre 2025, les mousses contenant des PFOA. <p>À partir du 10 avril 2026, l'utilisation des PFHxA dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie sera plus restrictive.</p> <p>- l'exploitant déclare avoir vérifié les substances polymères et coagulant utilisés dans le process de traitement des eaux de la STEP. Les fournisseurs déclarent ces produits sans PFAS. L'inspection interroge l'exploitant sur les réactions des eaux de process dans des cuves qui pourraient être fabriquées à partir de résines.</p> <p>Plus généralement, des investigations doivent être réalisées sur les matériaux comportant des PFAS polymères susceptibles de produire des particules par tout type de dégradation (thermique, mécanique, chimique...) qui seraient collectées par les réseaux d'eau (canalisations chemisées par de la résine, matériaux biologique en plastique de l'étage biologique de la STEP...).</p> <p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>DAC n° 2 :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le bilan des actions d'investigations sur les mousses anti-incendie présentes sur le site et susceptibles de contenir des PFAS. Le cas échéant, si les substances PFAS sont réglementées par le règlement POP ou REACH, il procède à leur substitution par des émulseurs sans PFAS.</p> <p>DAC n° 3 :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le bilan des actions d'identification des matériaux comportant des PFAS qui sont susceptibles de produire des particules par tout type de dégradation qui seraient collectées par les réseaux d'eau.</p> <p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p> <p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p> <p><i>Proposition de délais :</i> 3 mois</p>

N° 3 : Mesures d'investigation - PFAS (suite inspection du 20/09/2025)

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts</p>

protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat 2025 :</u></p> <p><i>Pour rappel, lors de l'inspection du 10 septembre 2025, l'inspection constatait que les rapports d'analyses des trois campagnes d'analyses 2025 étaient disponibles dans l'outil web GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente), mais les valeurs en concentration n'étaient pas renseignées. GIDAF a été modifié, par conséquent, aujourd'hui, l'exploitant doit saisir la concentration mesurée si le résultat est inférieur à la limite quantitative (LQ). Les flux massiques n'ont pas été évalués sur GIDAF, car l'exploitant n'a pas renseigné les valeurs en concentration. L'inspection demandait cette saisie.</i></p> <p><u>Constats 2026 :</u></p> <p>Les valeurs des concentrations mesurées ont été saisies pour la campagne des 3 mesures de l'année 2025, cependant il subsiste encore des erreurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les mesures du 19/02/2025 et du 26/03/2025, il manque la restitution des résultats des PFAS supplémentaires analysés (élargissement des analyses à 28 PFAS). - Par ailleurs, l'exploitant doit saisir dans la partie "commentaire" de GIDAF les justificatifs d'impossibilité technique de réalisation des mesures (la mesure du 9/01/2025 n'a pas analysé l'AOF , ni le 6:2 FTOH par exemple). Tout écart aux exigences analytiques doit être justifié par l'exploitant. <p>L'inspection constate que le volume moyen journalier maximal (m³/j) pour l'année 2025 a été modifié (volume augmenté, cf.constat point n°6). Les flux massiques ont été calculés par GIDAF, avec un maximum de 0.27 g/j pour la somme des PFAS analysés, ce qui équivaut à environ 8 g/mois de rejets en PFAS.</p> <p>Pour l'année 2023, le rejet en flux massique était 10 fois supérieur (environ 88 g/mois) car l'exploitant n'avait pas encore engagé les actions de réduction des émissions PFAS. Mais, le volume moyen journalier maximal (m³/j) n'a pas été modifiée contrairement aux résultats présentés en 2025. L'inspection évalue le flux à 140 g/mois pour 2023 au lieu de 88 g/mois. Les flux en PFAS présentés dans GIDAF pour l'année 2023 sont inexacts.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>DAC n°4 :</p> <p>Modifier la valeur du volume moyen journalier maximal (m³/j) sur GIDAF pour la campagne PFAS de l'année 2023.</p> <p>DAC n°5 :</p> <p>Corriger la restitution des mesures du 19/02/2025 et du 26/03/2025 à partir des résultats des PFAS supplémentaires analysés.</p> <p>DAC n°6 :</p> <p>Saisir dans la partie "commentaire" de GIDAF les justificatifs d'impossibilité technique de réalisation des mesures (la mesure du 9/01/2025 n'a pas analysé l'AOF ni le 6:2 FTOH) par exemple). Tout écart aux exigences analytiques doit être justifié par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de suppression/réduction – PFAS (suite inspection du 20/09/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »
Constats : <u>Rappel constat 2025 :</u> <i>Pour rappel, lors de l'inspection du 10 septembre 2025, l'inspection demandait de mettre à jour le plan d'actions de réduction des PFAS suite aux dernières mesures d'investigations et actions de réduction. L'origine des concentrations des PFAS mesurées sur les rejets aqueux en 2025 proviendrait de l'utilisation de cassés dans la production (rebuts de fabrication, pouvant être présents dans 20 à 30 % de la production). La fin d'utilisation de ces cassés était prévue pour fin 2025.</i> <i>Pour rappel, il avait été constaté à partir des résultats d'analyses que:</i> - <i>que la substance 6:2 FTOH (Perfluoro-1octanol) retrouvée en 2023 dans les analyses n'a pas été quantifiée en 2025, tout comme la substance AOF.</i> - <i>que la substance PFHxA (acide perfluorohexanoïque) retrouvée en 2023 dans les analyses a diminué de 36 ng/l en 2023 à 17 ng/l en 2025 (diminution de 47%).</i> - <i>qu'en 2025, d'autres PFAS ont été quantifiés, les laboratoires sont en capacité aujourd'hui de détecter des valeurs inférieures à la LQ (0,1µg/l) , ce qui est le cas pour les PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, L_PFOA et PFOA mesurés dans les rejets aqueux de la papeterie.</i> <u>Constats 2026 :</u> L'exploitant a transmis un plan d'actions à l'inspection ultérieurement à la visite. Ce plan d'actions est daté du 27/02/2026. Le plan d'actions indique: <u>1- Des actions de suppressions avec :</u> - l'arrêt définitif du produit avec résines fluorées le 17 décembre 2024 (recherche de produits de substitution pour trouver une alternative sans PFAS qui maintiennent les performances des papiers spéciaux). L'exploitant doit compléter cette information par la date de début d'utilisation du produit concerné, et peut remonter jusqu' 5 ans avec les produits précédemment utilisés. - l'arrêt des cassés dans la production (rebuts de fabrication, pouvant être présents dans 20 à 30 % de la production) le 6 novembre 2025 (épuisement du stock de cassés avec résines fluorées); <u>2- Des actions d'investigations avec :</u> - l'identification des équipements pouvant libérer des PFAS et les échanges avec les fournisseurs pour vérifier l'absence de PFAS, concernant la dégradation des PFAS (cuves, canalisation, habillages, supports biologique à la STEP, revêtements...) ; l'inspection considère que l'exploitant ne peut pas afficher à ce stade des investigations dans son plan d'actions comme acquis, l'absence de PFAS par dégradation ; - une action avec les fournisseurs (talc, polymères, graisses...) pour obtenir des déclarations d'absence de PFAS ;

- une action sur l'identification de certains lubrifiants, additifs antifriction ou tensio-actifs contiennent des fluoropolymères, considérés comme inertes chimiquement, mais susceptibles de libérer des PFAS lors de leur dégradation. Par ailleurs, certains équipements comme les habillages de machine à papier, les pompes, les vannes, les joints, les tuyaux... peuvent contenir des PFAS qui leur confèrent résistance aux milieux corrosifs, à la température et/ou à la pression ;

- une action sur l'analyse de PFAS sur les boues de la STEP. L'exploitant ne détaille pas les résultats de ces analyses en date du 6 novembre 2025, dans le plan. Les boues de la STEP sont envoyées en centre de méthanisation (un centre en Ardèche et un centre en Haute-Savoie). Les résultats sont informatifs, notamment, il n'y a à ce jour pas de laboratoires accrédités en France pour les analyses dans les boues et peu en Europe, des incertitudes élevées notamment pour les boues liquides (de 36 à 40% pour l'analyse réalisée sur ce site) et il n'y a pas de seuil/norme en France pour interpréter et des normes diverses en Europe ;

Le rapport d'analyse du 6 novembre 2025 fait état d'une analyse sur 21 PFAS, on note pour le 6:2 FTOH une concentration relevée à 74 µg/kg, substance 6:2 FTOH(Perfluoro-1octanol) déjà retrouvée en 2023 dans les rejets d'eau, mais non mesurés en 2025.

On note aussi pour la substance PFHxA une concentration relevée à 0.10 µg/kg, substance PFHxA (acide perfluorohexanoïque) déjà retrouvée en 2023 dans les rejets d'eau dont la concentration est passée de 36 ng/l en 2023 à 17 ng/l en 2025 (diminution de 47%).

La somme de 21 PFAS mesurés par Vicat (PFBS, PFHxS, PFHpS, PFOS, PFNS, PFDS, PFUnS, PFDoS, 6:2 FTS, PFBA, PFPA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFDODA,PFTrDA, PFPeA, PFPeS, PFUDa) donne une concentration totale de 82 µg/kg.

A titre illustratif, pour la Belgique (Wallonie) avec une somme de 22 PFAS (PFBS, PFPS, PFHxS, PFHpS, PFOS, PFNS, PFDS, PFUnS, PFDoS, PFTrS,PFOSA, 6:2 FTS, PFBA, PFPA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDODA,PFTrDA) et une concentration ≤ 400 µg/kg MS, l'épandage est possible. La liste des PFAS n'est pas similaire à celle analysée par Vicat (21 PFAS), mais l'ordre de grandeur permet d'avoir un exemple comparatif.

Pour l'Allemagne, l'épandage est possible si la somme des PFO et des PFOA ≤ 50 µg/kg MS. Pour l'analyse de l'échantillon de novembre 2025 du site, la somme des PFO et des PFOA est de 0.98 µg/kg MS.

- une action afin de challenger les laboratoires pour appliquer les dernières limite de quantification (LQ); Pour rappel, la LQ pour les PFAS est de 100 ng/l et pour l'AOF de 2 µg/l; l'inspection rappelle que les LQ considérées dans les rapports d'analyses doivent être enregistrées dans GIDAF ;

- une action sur la nouvelle campagne 2026 trimestrielle de mesures en corrélation avec les productions en cours ; lors de l'inspection, l'exploitant déclare avoir prévu une seule analyse au cours du mois de mars 2026 ; l'inspection demande à l'exploitant d'engager une campagne de trois mesures mensuelles consécutives afin de garantir la représentativité des rejets PFAS ; ultérieurement à l'inspection, l'exploitant a intégré à son plan d'actions la demande de l'inspection ;

- une action sur la mise à jour d'un fichier détaillé comportant l'ensemble des résultats des mesures effectuées.

Le plan d'actions mis en place par l'exploitant nécessite quelques éléments complémentaires et doit être mis à jour après chaque résultat d'action ou nouvelle investigations.

Des mesures ont été effectuées en 2025 sur l'eau d'alimentation pour le process à partir du puits Colin (prélèvement en nappe d'eau souterraine qui fournit la majorité des eaux de process). Les eaux d'alimentation sur un second puits utilisé pour alimenter en eau de process le site (puits

paille) n'ont pas été analysées, la nappe d'eau souterraine étant la même pour les 2 puits. Les résultats d'analyses (3 campagnes en 2025) ne mettent pas en évidence la présence de substance PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : DAC n° 7: L'exploitant transmet à l'inspection le plan d'actions PFAS modifié suite aux demandes de compléments, et aux derniers retours des actions programmées, et/ou investigations réalisées. Ce plan doit être tenu à jour par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mesures de surveillance – PFAS (suite inspection du 20/09/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 et Arrêté Ministériel du 20/06/2023 article 3-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 :</u> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; <u>Arrêté Ministériel du 20/06/2023 article 3-3° :</u> La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.
Constats : <u>Rappel constat 2025 :</u> <i>Pour rappel, lors de l'inspection du 10 septembre 2025, il avait été demandé à l'exploitant de définir temporairement une autosurveillance pour vérifier l'efficacité des actions de suppression/réduction mises en place. Cette surveillance devait intégrer l'AOF, les éventuelles autres substances PFAS déclarées par les fournisseurs, et les produits de dégradation identifiés par l'exploitant.</i> <u>Constats 2026 :</u> A la demande de l'inspection, l'exploitant a rectifié les conditions opératoires de la campagne de mesures prévues au mois de mars 2026. (une seule mesure prévue initialement). Désormais, l'exploitant prévoit une campagne de 3 mesures mensuelles consécutives sur le premier trimestre 2026 (mars - avril et mai) avec les 28 PFAS. Il est recommandé de réaliser dans les campagnes d'analyses PFAS rejets aqueux, les paramètres MES, DCO, les fluorures, et COT pour interpréter les résultats de la méthode AOF. L'inspection invite l'exploitant à analyser notamment le TFA (acide trifluoroacétique, qui est une substance perfluorée (PFAS) à très courte chaîne). Il est utilisé dans de nombreuses applications industrielles et pour la production de molécules fluorées et peut se retrouver dans divers compartiments de

<p>l'environnement (eau, air, sols, etc) .</p> <p>De plus, il est demandé pour cette campagne de 2026 de refaire les analyses sur l'eau d'alimentation au vu de la baisse de la limite de quantification par les laboratoires et des nouveaux PFAS analysés en rejets.</p> <p>L'exploitant doit réaliser les mesures de la concentration de tout autre PFAS qu'il listera dans son plan d'actions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DAC n°8:</p> <p>L'exploitant s'engage sur un suivi périodique des rejets de PFAS (a minima sur les substances quantifiées lors des campagnes passées, sur l'AOF et sur le TFA), renseigne les résultats sur GIDAF et joint les rapports de mesures. Il met à jour son plan d'actions PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Rejets de l'établissement et collecte des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/1999, article 2.3.1 ; 2.3.2.5;2.3.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 19 février 1999:</u></p> <p>2.3.1 Rejets de l'établissement</p> <p>Les rejets de l'établissement comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux issues des fabrications ; - les eaux d'origine pluviale ; - les eaux utilisées pour le refroidissement ; - les eaux provenant des parcs de stockage de vieux papiers lorsqu'ils existent et plus généralement les eaux pluviales souillées <p>Collecte des effluents liquides:</p> <p>2.3.2.5 Le réseau de collecte interne à l'établissement sera réalisé sur le mode séparatif. Toutefois, les eaux pluviales normalement non polluées, devront pouvoir, en cas de pollution accidentelle, transiter par les dispositifs d'épuration.</p> <p>2.3.2.6. Un plan des différents réseaux faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, et points de branchement sera établi et régulièrement tenu à jour.</p> <p><u>Arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2019:</u></p> <p>article 2.3.3.8.1 : Valeurs limites d'émissions du rejet d'effluents liquides :</p> <p>Débit maximum journalier = 4 000 m³/j</p> <p>Débit moyen mensuel journalier maximal = 3 000 m³/j</p>
<p>Constats :</p> <p>La papeterie est soumise au suivi régulier des rejets (SRR) au titre de l'article R. 213-48-6 du code de l'environnement pour la détermination de leur montant de redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique. Dans ce cadre, le dispositif de suivi fait l'objet d'un agrément spécifique de l'agence de l'eau.</p> <p>Dans la cadre du renouvellement de l'agrément prévu tous les deux ans, le bilan hydrique effectué par l'agence de l'eau en septembre 2025, a révélé des écarts entre le volume d'eau consommée (eau souterraine et eau du réseau public) et le volume rejeté en sortie de station d'épuration.</p>

L'exploitant indique la présence de plusieurs résurgences naturelles au niveau d'un caniveau situé sous la machine à papier à l'origine de cet écart.

Ces infiltrations d'eau d'environ 1300 m³/j sont traitées avec les effluents industriels sur la station de traitement. Ces eaux parasites n'entrent pas dans le process industriel et sont envoyées en tête de station. Jusqu'à maintenant, l'exploitant déduisait ce volume journalier du calcul de flux de polluants tendant à sous-estimer les flux affichés dans GIDAF.

En revanche, la concentration en polluants prise en compte pour le calcul du flux est mesurée en sortie de station sans déduction des eaux parasites envoyées en tête de station.

Le volume journalier des eaux parasite représente un tiers des volumes rejetés par la station d'épuration. Cette incidence est notable.

L'exploitant précise avoir étudié la mise en séparatif des eaux parasites, mais des contraintes techniques l'empêchent.

L'exploitant ne respecte pas la prescription d'un réseau de collecte interne à l'établissement qui sera réalisé sur le mode séparatif (article n°2.3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 1999).

L'exploitant a saisi dans GIDAF le volume rejeté en sortie de station d'épuration près déduction du volume de ces infiltrations d'eau (environ 1300 m³/j).

Conclusion:

L'exploitant doit modifier les valeurs de volumes sur GIDAF pour les années 2023, 2024, 2025 et 2026. Délai 3 mois

Par conséquent, selon la correction effectuée sur le fichier PFAS pour GIDAF 2025, le débit moyen mensuel journalier maximal de 3 000 m³/j n'est pas respecté pour le mois de janvier 2025 (3 187 m³/j), pour le mois de février 2025 (4 013 m³/j) et pour le mois de mars 2025 (3 298 m³/j). Les autres mois n'ont pas pu être vérifiés.

Le débit maximum journalier de 4 000 m³/j n'a pas pu être vérifié.

Conclusion:

L'exploitant ne respecte pas le débit moyen mensuel journalier maximal de 3 000 m³/j (arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2019) et ne respecte pas la prescription d'un réseau de collecte interne à l'établissement qui sera réalisé sur le mode séparatif (article n°2.3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 1999).

L'exploitant doit proposer un plan d'actions avec des échéances afin de revenir à la conformité. Délai 6 mois

Par ailleurs, l'exploitant présente le plan des réseaux, l'inspection constate que des rejets d'eau pluviale de toiture sont renvoyés en tête de STEP, ce qui ne respecte pas la prescription d'un réseau de collecte interne à l'établissement qui sera réalisé sur le mode séparatif (article n°2.3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 1999).

De plus, sur site, sous la machine à papier, il est constaté que les eaux provenant des parcs de stockage de vieux papiers lorsqu'ils existent et plus généralement les eaux pluviales souillées rejoignent le caniveau enterré de l'atelier de la machine à papier et sont ensuite envoyés en tête de station comme le mentionne l'arrêté préfectoral du 19 février 1999. La récupération de ces eaux considérées comme souillées par l'exploitant se fait gravitairement sur le sol en béton du sous-sol de l'atelier de la machine à papier ; lors de la visite terrain, l'inspection constate que le sol est plus ou moins en bon état. L'inspection s'interroge par ailleurs sur la qualité de l'étanchéité de ce sol.

Conclusion:

L'exploitant prévoira une étude d'étanchéité de la zone du sous-sol de l'atelier de la machine à papier où des rejets d'eaux souillées sont déversées. Cette étude devra inclure le sujet de l'étanchéité du caniveau de récupération des eaux souillées et de process. Des actions seront proposées en cas de défauts relevés. Délai 6 mois
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : DAC n° 9: L'exploitant saisit dans GIDAF le volume rejeté en sortie de station d'épuration corrigé sur les années 2023, 2024, 2025 et 2026. Délai 3 mois DAC n°10: L'exploitant prévoit une étude d'étanchéité de la zone du sous-sol de la machine à papier où des rejets d'eaux souillées sont déversées. Cette étude devra inclure l'étanchéité du caniveau de récupération des eaux souillées et de process. Des actions seront proposées en cas de défauts relevés. Délai 6 mois DAC n°11: L'exploitant présente un plan d'actions avec échéances afin de respecter le volume journalier limite en sortie de STEP et l'exigence de séparation des réseaux conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 septembre 2019. Délai 6 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : de 3 mois à 6 mois

N° 7 : Méthode d'échantillonnage - rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la température de conservation des échantillons dans le préleveur n'est pas de 3°C contrairement aux préconisations du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage. L'exploitant indique une panne temporaire du réfrigérateur du préleveur ; une opération de maintenance est programmée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : DAC n°12 : Mettre en place les actions correctives pour respecter, en toutes circonstances, la température de conservation des échantillons dans le préleveur de 3°C conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours